

depuis la Queen jusqu'au dernier boutiquier, qui ne regarde la paix en Europe comme assurée et imperturbable, par la raison prépondérante que c'est la volonté très prononcée et très intéressée de l'Angleterre, que son gouvernement le veut, contraint en cela par cette puissance je dirai même par cette tyrannie de l'opinion publique à laquelle il n'y a pas ici de résistance possible.»

La lettre qui contient ce passage est datée du 26.7.1868. C'est le moment où la campagne électorale battait son plein et où Gladstone, l'idole de Schrobilgen, qui se nomme lui-même « incorrigible Whig », « préparait son 89 ».

Supposant que Schrobilgen habitait Luxembourg, un M. PLETGEN de Berbourg lui adresse sous la date du 19.12.1868 une drôle de missive dans laquelle il lui demande son intervention auprès d'Em. SERVAIS, et ce par l'entremise de Ch.-Th. ANDRÉ. Cette lettre est notamment amusante par la narration d'une attaque nocturne de brigands dont fut victime le sieur Pletgen.

Un mot au sujet des journaux luxembourgeois qui passaient la Manche.

Schrobilgen lisait « L'Omnibus », journal autonomiste qui paraissait de 1867 à 1871.

A partir de juin 1868 il ne veut plus de « L'Avenir » de HEINTZÉ, le successeur de « L'Union » à laquelle avait collaboré Mathieu Mullendorff.

La « Wäschfra » dont le premier numéro paraît le 16.5.1868 fait ses délices. Malgré ses tendances plutôt germanophiles, la « lavandière », la « relaveuse », cette « pâture succulente » comptera Schrobilgen comme un de ses plus fidèles lecteurs et cela durant toute son existence et sous ses différents titres. Son rédacteur, l'allemand Karl BECKER, semble ne pas seulement avoir recruté ses collaborateurs parmi les autochtones : malgré la profonde aversion de Schrobilgen pour son gendre Friedrich STEINHARDT il ne lui dénie pas quelque esprit et en 1869 il pose à son neveu Mullendorff la question si Steinhardt ne passe pas pour contribuer à la rédaction de la « Wäschfra ».

Dans une lettre datée du 2.1.1869 il se désole que ses deux derniers contemporains sentent venir leur fin : l'ancien gouverneur DE LA FONTAINE (né en 1787) et Jacques-Th.-Jos. LECLERC (né en 1788).

Le premier de ces deux intrépides orangistes, et qui ne mourra d'ailleurs qu'en 1871, aura encore l'occasion de donner à Schrobilgen une nouvelle preuve de sa sympathie en différant le remboursement d'une dette de 500 francs remontant à plus de trente ans. (Rappelez-vous l'insinuation que le roi de Hollande aurait soudoyé Schrobilgen, et souriez, une fois de plus.)

Quant à Leclerc, qui jusqu'en 1830 avait été notaire à Mersch avant de devenir président de la Chambre des comptes, il décéda le 25.1.1869. Son père Jean-Th.-Jos. Leclerc (1760—1836) avait siégé avec Schrobilgen en 1831, à la Cour supérieure de justice. Pour des raisons que nous n'avons pu éclaircir, l'annonce de la mort de Leclerc met Schrobilgen hors des